

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.63922

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Vierter Band: 1914–1949*, München (C. H. Beck) 2003, XIV–1173 p.

Après les trois volumes publiés en 1987 et 1995, Wehler poursuit sa monumentale histoire de la « société allemande » depuis 1700, en livrant un gros volume de près de 1200 pages, consacré à la première moitié du XX^e siècle. Comme il l'explique dans l'introduction générale de son oeuvre, il conçoit l'histoire sociale comme une histoire globale de la société – avec ses trois axes fondamentaux: l'économie, le pouvoir, la culture – privilégiant l'explication des phénomènes. Il s'agit, en particulier, d'expliquer, dans une perspective comparatiste, le processus de modernisation qui fait passer l'Allemagne d'une société agraire précapitaliste, aristocratique, patricienne et absolutiste à une société républicaine et démocratique, marquée par un capitalisme industriel organisé et l'interventionnisme de l'État. Dans le troisième volume, consacré à la seconde moitié du XIX^e siècle, Wehler a soutenu la thèse que l'Allemagne, touchée en l'espace d'une génération (1845–1873) par une « double révolution » – la constitution d'une société capitaliste industrielle et la création d'un État national – a emprunté alors une « voie particulière » de modernisation qui la différencie des autres pays occidentaux et constitue un élément essentiel d'explication du nazisme. Cette « double révolution » a provoqué des tensions sociales extrêmes, surmontées non par un processus démocratique « normal », mais par un « pouvoir charismatique », celui du fondateur du Reich, Bismarck, qui a bloqué le processus « normal » de parlementarisation et de démocratisation. Ses vingt années de « pouvoir charismatique » ont marqué d'une empreinte très profonde les mentalités et la culture politique allemande et expliquent la nostalgie d'un chef charismatique jusqu'à Hitler. Un des paradoxes de cette « histoire sociale » est d'attribuer à un individu hors du commun, Bismarck, le rôle primordial dans cette inflexion de l'histoire allemande.

Dans ce quatrième volume, Wehler réaffirme la thèse du *Sonderweg* allemand entre 1862 et 1945, et rejette la thèse des *Sonderwege*, des « particularismes » des sociétés européennes, car elle ne permet pas d'expliquer la catastrophe du nazisme. Pour lui, « historiciser » le nazisme, c'est l'interpréter comme un élément intrinsèque de l'histoire allemande et non comme l'incursion inattendue d'un mal dans un corps sain, ou comme le fruit d'un développement européen commun, un phénomène transnational comme le fascisme (p. XXII). Le volume est divisé en quatre parties inégales: la guerre 1914–1918 et la révolution; la République de Weimar; le pouvoir charismatique et la société allemande dans le III^e Reich; les conséquences de « la seconde guerre totale perdue ».

Wehler consacre plus de 200 pages au « *Kaiserreich* dans la Première Guerre mondiale ». La synthèse est riche et nuancée, même si l'auteur affirme, comme à l'accoutumé, des thèses vigoureuses et n'hésite pas à porter des jugements de valeur, selon sa conception d'une « histoire critique ». On retrouve ses principales thèses sur le *Kaiserreich*: la « polycratie » qui explique la mauvaise coordination de l'effort de guerre, puis limite la « dictature » de Hindenburg-Ludendorff dont le programme de mobilisation économique est profondément remanié par le Reichstag; l'« impérialisme social », avec sa fonction de légitimation du pouvoir, qui explique des buts de guerre extrêmes, préfigurant les projets de domination continentale et même mondiale de Hitler. Nuançant la thèse de Fritz Fischer, il souligne cependant que c'est la guerre totale qui radicalise les potentialités de l'avant-guerre. L'évolution de l'attitude de la population allemande face à la guerre et les répercussions de la guerre sur les diverses classes sociales sont analysées avec nuance. Wehler insiste sur la montée de l'antisémitisme pendant la guerre (cf. le recensement des juifs dans l'armée d'octobre 1916) et sur la volonté des dirigeants de la ligue pangermaniste, dès septembre 1918, d'en faire les boucs émissaires de la défaite. Il analyse longuement la crise de légitimité du régime qui mène de la défaite à la révolution et soutient la thèse que « la révolution d'en bas a éclaté, car la révolution d'en haut, sous la forme des réformes d'octobre, a échoué [...] face à la contre-révolution militaire » (p. 94). Wehler rejette la thèse d'une « parlementarisation tranquille »

interrompue par la révolution de novembre 1918. Sans la révolution, la démocratie parlementaire n'aurait pas duré, car le *Kaiserreich* était incapable de se moderniser politiquement du fait du blocage des élites anciennes et nouvelles, mais aussi du manque de combativité de l'opposition. Le mode de socialisation politique a produit un type d'homme politique pragmatique, patriote, loyal au régime, peu porté aux réformes radicales. C'est cette culture politique, incarnée par Friedrich Ebert, qui explique que la SPD a agi comme «un parti d'opposition constitutionnel» loyaliste pendant la guerre (p. 210), puis n'a pas tenté d'instaurer, en novembre 1918, une démocratie sociale, alors qu'elle disposait d'une certaine marge de manoeuvre pour réformer en profondeur. Les compromis de novembre 1918, avec l'armée, la bureaucratie, la noblesse, les partis, les États fédéraux, entre le capital et le travail, renforcent la jeune République, mais ne remettent pas en cause la «constellation du pouvoir». Il conclut que la guerre totale a confirmé les effets de la «double révolution» allemande du XIX^e siècle.

300 pages sont consacrées à la République de Weimar avec des développements nourris sur la population, l'économie, les structures sociales, les structures du pouvoir et la culture. La synthèse est en général nuancée et bien informée. D'une manière générale, Wehler insiste, de manière sans doute exagérée, sur la continuité de l'ordre économique, des structures sociales et des institutions culturelles, continuité contrastant avec de profondes transformations dans le domaine politique, même si le système de partis et le personnel politique se maintiennent jusqu'en 1928. Il analyse en détail l'évolution des structures sociales et l'attitude de chaque catégorie sociale face au régime, ainsi que les conséquences de la grande dépression, en s'appuyant sur les recherches les plus récentes, sans rien évidemment apporter de neuf. Il conclut, préparant sa troisième partie, que la majorité de la population aspire, au début des années Trente, à l'utopie d'une société sans tensions, faite d'harmonie, et qu'elle est prête à répondre au charisme de Hitler qui lui promet la «terre sainte». Wehler consacre près d'une centaine de pages aux structures du pouvoir, en insistant sur le caractère ambigu de l'ordre de Weimar, à la fois révolutionnaire et conservateur avec, en particulier, l'État social sans remise en cause de l'ordre économique et social. Il conclut que le chômage et la crise de l'assurance-chômage sapent la légitimité de la République de Weimar, dans la mesure où l'État social est très largement inscrit dans la constitution. Dans le chapitre sur la culture, il insiste sur la crise d'identité du protestantisme allemand avec la fin de son statut privilégié, sur l'influence d'un nationalisme radical et antisémite à l'université, sur les réactions à l'élargissement du marché littéraire avec la fin de la censure par la dénonciation du *Kulturbolschewismus*, et sur la montée d'un antisémitisme organisé. On est frappé par l'absence des avant-gardes et la brièveté de l'analyse de la nouvelle culture de masses dans ce tableau culturel de Weimar. Pour Wehler, il n'y a pas de doute, le gouvernement présidentiel de Brüning est le début de la décomposition de la République, car il veut un régime autoritaire. De même, Brüning persiste dans sa politique déflationniste, alors qu'il y avait d'autres alternatives à partir de l'automne 1931, car sa priorité est la fin des réparations.

Wehler consacre un long développement (p. 542-580) à la montée du NSDAP, où il développe la thèse d'une rencontre entre le pouvoir charismatique de Hitler et un mouvement nationaliste de masse. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'*habitus* de l'Allemand est imprégné d'un nationalisme nourri, chez une frange d'extrémistes, d'éléments nouveaux, comme le darwinisme social et l'antisémitisme politique à la veille de la guerre. La perte de prestige de l'État à la suite de la défaite et les pertes territoriales favorisent un transfert au profit du «peuple allemand», porteur de la mission nationale, d'où l'imprégnation du nationalisme par les idées *völkisch*. Le nationalisme devient plus que jamais une force d'intégration avec le mythe d'une renaissance du peuple et de la solution de tous les problèmes. C'est une véritable religion politique qui veut créer une *Volksgemeinschaft* dans un Grand Reich. Même s'il insiste sur les continuités, Wehler souligne que sans Hitler, le national-socialisme n'aurait sans doute été qu'un parti nationaliste autoritaire. »Aussi, c'est dans l'explication de

l'interaction entre cet individu de dimension historique mondiale et sa société que réside la clé d'une analyse rationnelle du national-socialisme» (p. 551). Il reprend le concept de «pouvoir charismatique» de Max Weber, qu'il avait déjà utilisé pour expliquer le pouvoir de Bismarck, mais en insistant beaucoup plus sur «la relation sociale durable» entre l'homme charismatique et la société. Il y a alors en Allemagne, les trois conditions du succès d'un homme charismatique comme Hitler: une culture politique, l'espoir latent d'un nouveau Bismarck, une crise profonde. Au-delà des loyautés fragmentées, l'homme charismatique permet l'unité de la *Volksgemeinschaft*, la concrétisation d'un nationalisme intégral. Pour l'accession de Hitler au pouvoir, Wehler rejette les thèses qui insistent sur les facteurs individuels, car les acteurs individuels sont profondément ancrés dans des déterminants structurels par le processus de socialisation politique et culturel. Les membres de la camarilla ne poursuivent pas des buts individuels, mais les intérêts collectifs des grands agrariens, des industriels et des généraux. En insistant sur les éléments structurels de continuité, Wehler justifie sa thèse du *Sonderweg*, allant jusqu'à estimer qu'il n'y avait pas d'autre issue à la crise que le nazisme (p. 585–587).

Wehler consacre près de 350 pages au «pouvoir charismatique et la société allemande dans le III^e Reich». L'ordre des chapitres est inversé avec en premier l'étude des «structures et de l'évolution du pouvoir politique», pour bien marquer que la dictature de Hitler, avec sa révolution totalitaire, est l'élément structurel essentiel. Le pouvoir charismatique est, pour lui, une «forme de structure sociale spécifique», exprimant «la dynamique révolutionnaire». Au centre du nouveau régime, il y a l'interaction indissociable entre une société à la recherche d'un messie et un homme charismatique. Cette relation devient de plus en plus étroite entre l'été 1934 et le début de 1938, prenant la forme d'une «Wahlverwandschaft» [affinité élective]. Ce concept permet de mettre Hitler au centre du pouvoir – il ne peut être question d'un «dictateur faible» –, mais sans pour autant rejeter toute la responsabilité sur lui. Alors que la fin de Weimar est une contre-révolution pour un retour à 1914, l'affirmation du pouvoir charismatique de Hitler dans l'État à partir de 1933 est une révolution totalitaire dont sort une dictature sans exemple. À la fin du processus, il y a les élections d'avril 1938 dont Wehler estime que le résultat (99% d'approbation) n'aurait guère été différent dans une élection libre, car Hitler apparaît alors comme le plus grand homme d'État de l'histoire allemande. Il souligne, faisant ainsi la synthèse entre deux conceptions opposées de l'État hitlérien, que la monocratie du Führer et la polycratie des centres du pouvoir sont deux éléments nécessaires d'un système de pouvoir charismatique, qui font que la personne de Hitler est «la force d'intégration décisive». La barbarie de la politique juive ne s'explique que par la combinaison des deux éléments, par la monomanie antijuive de Hitler et la disposition de centaines de milliers de personnes à participer à des degrés divers et pour des motivations variées. Mais Hitler domine à tout moment le processus de radicalisation. Wehler rejette la thèse de la «pathologie de la modernité» pour expliquer la «solution finale» qui serait ainsi une forme perversifiée de la science moderne: la politique raciale repose sur des préjugés profondément ancrés, habillés d'arguments pseudo scientifiques. De même, il est faux de caractériser l'État hitlérien, même s'il y a répression, comme un régime de terreur, car il y a un réel consensus entre le Führer et la population. Wehler insiste beaucoup sur la force de suggestion de l'idée de *Volksgemeinschaft*, l'utopie de l'harmonie d'une société sans classes. Il estime que la conviction d'une société égalitaire, ouverte à la mobilité sociale est un élément essentiel de légitimation du régime. Il parle de la fascination pour la *Volksgemeinschaft* jusqu'en 1945, base de la loyauté pour le Führer. L'un des succès du régime est d'avoir donné le sentiment d'une *Volksgemeinschaft* de plus en plus égale: les indicateurs ne montrent pas de mobilité sociale plus grande – le temps est trop court pour un renouvellement des élites, même si la guerre l'accélère – mais les contemporains sont persuadés d'une révolution sociale. La guerre montre la vraie nature du nazisme avec la guerre d'anéantissement à l'est, l'impérialisme du *Lebensraum* et le meurtre des juifs. Pour la «solution finale»,

Wehler reprend l'expression d'une «voie en zigzag vers Auschwitz», tout en estimant qu'il y a un ordre secret de Hitler au printemps 1941. Il note que la terreur s'accroît avec la perte de moral après Stalingrad, mais que les réactions à la tentative de putsch de juillet 1944 montrent que les Allemands n'ont pas encore abandonné leur Führer. Et il conclut que le succès de Hitler est le fruit de la rencontre entre un homme charismatique et une société en attente du messie. Son pouvoir n'est pas le résultat d'une terreur efficace, mais de cette rencontre.

Dans la quarantaine de pages consacrées aux «conséquences de la guerre totale perdue», Wehler fait le bilan des pertes et coûts de la guerre, de la politique de dénazification, des éléments endogènes et exogènes favorables à la reconstruction économique. Il rejette les thèses d'une *Stunde Null* ou d'une restauration, et insiste sur les conditions favorables d'un nouveau départ démocratique pour l'Allemagne de l'Ouest: l'élite noble est-elbienne écartée, la fin des disparités régionales avec la perte de l'Est agricole, la disqualification de toute dictature et de la voie allemande vers la modernité. C'est surtout la fin des valeurs militaires et du nationalisme qui ont été un élément structurel de continuité depuis la fondation du Reich, un nationalisme remplacé comme force d'intégration par l'enthousiasme européen, puis par la solidarité de l'État de droit et de l'État social. C'est la fin du *Sonderweg* allemand qui s'est ouvert avec la crise de la «double révolution» allemande, surmontée par le pouvoir charismatique de Bismarck.

Il est toujours délicat de faire la critique d'une synthèse d'une telle ampleur, s'appuyant sur de vastes dépouillements bibliographiques. On peut énumérer des lacunes (références bibliographiques en notes difficilement utilisables, absence de la dimension régionale, mises au point historiographiques trop rares, en particulier pour la période nazie), critiquer une conception de la culture qui se réduit pour l'essentiel à ses aspects institutionnels, relever des simplifications excessives (sur les relations «consensuelles» entre la population et Hitler, sur la chronologie de la «solution finale»), ou l'absence de véritable comparatisme alors que l'on soutient la thèse d'un *Sonderweg*. L'auteur a sans doute une connaissance moins intime de la période, qui le conduit à durcir ses thèses et à être moins nuancé dans ses analyses que pour la période du *Kaiserreich*. Mais toute synthèse implique des choix en fonction du point de vue adopté pour analyser et «reconstruire» le passé, et le rendre intelligible. Ce qu'on peut cependant critiquer, c'est une vision en définitive trop déterministe d'une Allemagne qui semble condamnée à son *Sonderweg* et à l'issue du nazisme depuis 1862–1890. L'histoire allemande n'apparaît pas suffisamment dans toute sa complexité, toujours ouverte à d'autres solutions et à d'autres destins. C'est sans doute le problème de toute histoire qui privilégie trop les aspects structurels, même si elle les transpose, comme le fait Wehler, dans le domaine de la politique par le biais du nationalisme.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Theo BALDERSTON, *Economics and Politics in the Weimar Republic*, Cambridge (Cambridge University Press) 2002, VII–123 S. (New Studies in Economic and Social History, 45).

Balderstons knapper Überblick zur Wirtschaftsgeschichte der Weimarer Republik – der Titel ist insofern etwas irreführend, weil die politische Geschichte, wie der Autor im Vorwort selbst erklärt, weitgehend unterbelichtet bleibt (S. VI) – erhebt lediglich den Anspruch, die reichhaltige Forschungsliteratur zum Thema zusammenzufassen und einer kritischen Bewertung zu unterziehen (S. VI). Er konzentriert sich dabei auf fünf zentrale Aspekte, nämlich die Folgen der Demobilisierung und der Novemberrevolution, den Versailler Vertrag – und dabei insbesondere auf das ökonomisch relevante Problem der Reparationen und Deutschlands Leistungsfähigkeit –, die Inflation, die wirtschaftliche Entwicklung der Jahre 1924 bis 1929 und schließlich die Weltwirtschaftskrise der Jahre 1928 bis